



MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES (PI)

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

(CCTP)

Pouvoir adjudicateur en charge de la passation :
Centre Hospitalier d'Avignon
305 Rue Raoul Follereau
84902 Avignon cedex 9

Service acheteur chargé de l'exécution du marché :
Cellule TERRAH - Direction Générale

Objet du marché :

**Mission de coordination de sécurité et de protection
de la santé dans le cadre de la construction
d'un bâtiment d'hospitalisation, d'un centre d'hémodialyse,
l'extension-restructuration des urgences adulte
et la construction d'un bâtiment administratif**

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

SOMMAIRE

| | | |
|------------------|---|-----------|
| Article 1 | Dispositions générales | 3 |
| 1.1 | Objet du marché..... | 3 |
| 1.2 | Caractéristiques de l'opération | 3 |
| 1.2.1 | <i>Caractéristiques principales.....</i> | 3 |
| 1.2.2 | <i>Spécificités techniques des opérations.....</i> | 4 |
| 1.2.3 | <i>Délais prévisionnels de réalisation des études et des travaux.....</i> | 4 |
| Article 2 | Prestations de Sécurité, Prévention et Santé | 4 |
| 2.1 | Principes généraux et particuliers de prévention | 4 |
| 2.2 | Stades d'intervention du coordonnateur SPS | 5 |
| 2.3 | Relations avec le maître d'œuvre/Groupement | 5 |
| 2.4 | Objectifs de la mission et références aux articles du Code du travail | 5 |
| 2.5 | Gestion de la problématique AMIANTE et PLOMB chantier | 5 |
| 2.6 | Procédures de transmission des documents et informations | 6 |
| 2.6.1 | <i>Plateforme collaborative</i> | 6 |
| 2.6.2 | <i>Protocole de transmission.....</i> | 6 |
| Article 3 | Mission d'intervention / Partie Technique | 6 |
| 3.1 | Cadre général | 6 |
| 3.2 | Mission conception..... | 7 |
| 3.3 | Mission Préparatoire du chantier | 8 |
| 3.3.1 | <i>Missions du coordonnateur SPS.....</i> | 8 |
| 3.3.2 | <i>Inspection commune de chantier</i> | 8 |
| 3.4 | Mission réalisation des travaux..... | 9 |
| 3.4.1 | <i>Cadre général de la mission du coordonnateur SPS en mission réalisation.....</i> | 9 |
| 3.4.2 | <i>Adaptation du PGC.....</i> | 10 |
| 3.4.3 | <i>Gestion de la co-activité.....</i> | 10 |
| 3.4.4 | <i>Responsabilité du coordonnateur SPS</i> | 11 |
| 3.4.5 | <i>Résorption d'excès de co-activité</i> | 11 |
| 3.4.6 | <i>Inspection du chantier.....</i> | 11 |
| 3.4.7 | <i>Avis sur les dossiers d'exécution</i> | 11 |
| 3.4.8 | <i>Autres prestations du coordonnateur SPS.....</i> | 12 |
| 3.5 | Mission Réception des travaux | 12 |
| 3.6 | Mission Garantie de parfait achèvement | 12 |
| Article 4 | Moyen mis à la disposition du coordonnateur SPS..... | 13 |
| 4.1 | Moyens matériels | 13 |
| 4.2 | Moyens administratifs | 13 |
| 4.2.1 | <i>Phase 1 – Procédure amiable.....</i> | 13 |
| 4.2.2 | <i>Phase 2 – Mesures coercitives</i> | 14 |
| 4.2.3 | <i>Phase 3 – Cas de danger grave et imminent (mesures d'extrême urgence)</i> | 14 |
| 4.3 | Modalités minimales contractuelles de présence imposées au coordonnateur SPS | 14 |
| 4.3.1 | <i>Présence minimale imposée au titre du présent marché</i> | 14 |
| Article 5 | Coordination marchés subséquents 1 et 2 | 15 |
| 5.1 | Disposition générale..... | 15 |
| 5.2 | Mise à jour documents | 15 |
| 5.3 | Gestion des grues | 15 |

Article 1 Dispositions générales

1.1 Objet du marché

Le présent Cahier des clauses techniques particulières (CCTP) définit le contenu de la mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé dans le cadre de :

- **la construction d'un bâtiment d'hospitalisation, d'un centre d'hémodialyse, l'extension-restructuration des urgences adultes**
- **la construction d'un bâtiment administratif**

Dans le présent CCTP, le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé est désigné sous le vocable « coordonnateur SPS ».

En application des articles L4531-1 et suivants, et R4532-4 et suivants du code du travail, la mission du coordonnateur SPS comprend l'ensemble des prestations réglementaires relatives à la prévention des risques et la protection de la santé des intervenants du chantier, riverains et futurs intervenants (entretien, maintenance, rénovation) et notamment les prestations prévues par décret n° 94.1159 du 26 décembre 1994.

En cas de contradiction entre ces documents, l'ordre de priorité est fixé par le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) du marché.

1.2 Caractéristiques de l'opération

1.2.1 Caractéristiques principales

Le présent marché a pour objet 2 opérations :

Construction d'un bâtiment d'hospitalisation, d'un centre d'hémodialyse et l'extension-restructuration des urgences adultes (marché subséquent n° 1) :

Les surfaces du projet (construction neuve et réhabilitation) représentent un besoin de 6 837 m² de surface utile pour une surface dans œuvre d'environ 10 377 m².

La période d'études est fixée à 13 mois, y compris périodes d'analyses et de validation du maître d'ouvrage.

Les travaux seront phasés et auront lieu en site occupé. La durée des travaux est estimée à 60 mois en deux phases principales de travaux (compris période de préparation et réception) :

- Phase 1 : Construction d'un bâtiment d'hospitalisation de 82 lits extensibles à 116 et d'un centre d'hémodialyse de 32 places et 4 places de repli. La durée des travaux de cette phase est estimée à 20 mois pour un objectif ferme de livraison du plateau de pédiatrie pour juillet 2028.
- Phase 2 : Concerne la démolition du bâtiment administratif et l'extension et la restructuration des urgences adultes et des locaux libérés par le service d'hémodialyse. La durée des travaux de cette phase estimée à 40 mois pour un objectif de livraison pour fin 2031. La phase 2 fera l'objet de plusieurs sous phases et d'autant de réceptions partielles (nombre de sous-phases estimé à ce stade à 4). L'objectif est de maintenir l'activité des urgences adultes pendant toute la durée des travaux.

Le montant prévisionnel de travaux est estimé à 29 M€ HT travaux en valeur janvier 2025.

Construction d'un bâtiment administratif (marché subséquent n° 2) :

Les surfaces du projet représentent un besoin de 1 486m² de surface utile pour une surface dans œuvre d'environ 2 125m²

La période d'étude est fixée à 6 mois, y compris périodes d'analyses et validation du maître d'ouvrage.

Les travaux seront phasés et auront lieu en site occupé. La durée des travaux est estimée à 20 mois en deux phases principales de travaux (compris période de préparation et réception) :

- Phase 1 : Désamiantage et destruction du bâtiment d'archive
- Phase 2 : Construction d'un bâtiment administratif sur la base d'un procédé de construction type modulaire.

Le montant prévisionnel de travaux est estimé à 4,3M€ HT en valeur 06 2025

1.2.2 Spécificités techniques des opérations

Marché subséquent n° 1 :

L'attention du CSPS est attirée sur les spécificités suivantes de l'opération :

- D'un ERP de type U de 1^{ère} catégorie
- Site occupé
- Opération phasée

Marché subséquent n° 2 :

L'attention du CSPS est attirée sur les spécificités suivantes de l'opération :

- D'un bâtiment code du travail
- Site occupé
- Opération phasée

1.2.3 Délais prévisionnels de réalisation des études et des travaux

Les délais prévisionnels de réalisation des études et des travaux sont les suivants :

- Marché subséquent n° 1 :
 - o Etudes : 13 mois
 - o Travaux : 60 mois
- Marché subséquent n° 2 :
 - o Etudes : 6 mois
 - o Travaux : 20 mois

Article 2 Prestations de Sécurité, Prévention et Santé

2.1 Principes généraux et particuliers de prévention

Les principes de base de la prévention sont énoncés dans le Code du travail. Mais la mission de prévention doit aussi prendre en compte les principes et règles imposés par d'autres textes codifiés (notamment le Code de la route, le Code de l'urbanisme, le Code de la construction et de l'habitation, le code de la commande publique ...) ainsi que par des textes non codifiés.

Des principes de prévention particuliers concernant l'hygiène et la sécurité peuvent être définis par le maître de l'ouvrage ; dans ce cas, ils sont également à prendre en compte.

Le coordonnateur SPS ne peut se substituer aux autres intervenants pour l'exécution des missions qui leur incombent, notamment dans le domaine de la sécurité et de la protection de la santé des travailleurs, sous réserve de l'application des dispositions de l'article 4.1. du présent CCTP

2.2 Stades d'intervention du coordonnateur SPS

Marché subséquent n° 1 :

Le coordonnateur SPS intervient pendant les missions de conception, de réalisation et durant l'année de garantie de parfait achèvement.

Marché subséquent n° 2 :

Le coordonnateur SPS intervient pendant les missions de concours, de conception, de réalisation et durant l'année de garantie de parfait achèvement

2.3 Relations avec le maître d'œuvre/Groupement

Le coordonnateur SPS est totalement indépendant du maître d'œuvre et du groupement mais doit travailler en bonne intelligence avec lui afin que les préoccupations de sécurité soient intégrées dans la conduite du chantier et l'utilisation future de l'ouvrage. Une information mutuelle aussi large que possible est nécessaire de ce point de vue. Cette bonne entente est un élément essentiel de la réussite de sa mission.

Il est impératif que des rendez-vous aient lieu entre le coordonnateur SPS et la maîtrise d'œuvre. Ces rencontres durant la mission conception (tout particulièrement) permettront d'identifier et solutionner les problématiques de chantier suivantes :

- Gestion de tous les sujets émanant des différents diagnostics réalisés ou à réaliser dans le cadre du projet comme l'éventuelle présence d'amiante, de plomb, ...
- Interventions ultérieures sur l'ouvrage
- Installations de chantier (bungalows, accès, stockage, approvisionnements, etc....) et toutes sujétions liées à l'organisation du chantier et des travaux

2.4 Objectifs de la mission et références aux articles du Code du travail

La mission de coordination de sécurité a pour objectifs, suivant les articles L.4531-1 et 2 – L.4532-8 - L.4532-10 - R.4532 et R 4533 :

- L'organisation et le respect de la coordination
- L'organisation et le contrôle d'accès au chantier (y compris la gestion de l'hygiène de chantier)
- L'élaboration du plan général de coordination et le suivi du registre-journal
- La réception et la diffusion des plans particuliers de sécurité et de protection de la santé
- La présidence du collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail.
- La constitution du dossier des interventions ultérieures sur l'ouvrage

La mise à jour et diffusion du PGC autant que nécessaire

2.5 Gestion de la problématique AMIANTE et PLOMB chantier

S'assure que les actions déterminées via le DAT et le RAAT ont été réalisées selon les prescriptions demandées.

2.6 Procédures de transmission des documents et informations

2.6.1 Plateforme collaborative

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de mettre en place une plateforme collaborative d'échange de documents (de type GED, ou autre).

Dans cette hypothèse, la totalité des diffusions d'information relatives au projet devront y être déposées : convocations, PGC, inspections communes, compte rendu CISSCT, avis, compte rendu de visite, etc. (liste non limitative).

Une convention viendra fixer les modalités pratiques de fonctionnement de cette plateforme. Ces modalités seront sans effet sur le montant du titulaire et ne viendront pas limiter le contenu de la mission objet du présent marché.

Il est précisé que la GED peut être différentes sur les 2 marchés subséquents.

2.6.2 Protocole de transmission

En accord avec les conditions de fonctionnement et d'utilisation de la plateforme collaborative d'échange de documents que le maître d'ouvrage aura mise en place, et préalablement au commencement de sa mission aux missions conception, documents d'exécution puis chantier, le titulaire propose au maître d'ouvrage, un protocole écrit et précis de transmission des documents et informations.

Ce protocole a pour objectif de permettre la réalisation en temps utile des actions du titulaire.

Ce protocole ne pourra en aucun cas dispenser le titulaire de déposer ses documents sur la plateforme collaborative.

Après échanges avec les acteurs concernés à chaque mission, ce protocole est validé par le maître d'ouvrage. Il est diffusé par le titulaire qui s'assurera de sa bonne prise en compte par l'ensemble des acteurs concernés.

Article 3 Mission d'intervention / Partie Technique

3.1 Cadre général

La mission du coordonnateur SPS est décomposée en cinq missions :

- Missions « conception »
- Missions « préparatoires du chantier »
- Missions « réalisation »
- Missions « réception des travaux »
- Missions « garantie de parfait achèvement »

Ces missions s'entendent comme des « parties techniques » au sens de l'article 22 du CCAG-PI. Durant les cinq missions, le coordonnateur SPS veille à ce que les principes généraux de prévention énoncés aux 1° à 3° et 5° à 8° de l'article L. 4121-2 du Code du travail soient effectivement mis en œuvre. Ne sont pas du domaine du coordonnateur SPS la mise en œuvre des principes généraux de prévention prévus au 4° de l'article L. 4121-2, pas plus que la prévention des risques non liés à la co-activité des entreprises, c'est à dire ceux propres à l'activité de chaque entreprise.

Pendant le chantier :

Les plans de préventions, établis par l'établissement, doivent être pris en compte par le coordonnateur SPS pour la rédaction du PGC et pour le suivi de toutes interventions en dehors des limites du chantier mais dans l'enceinte de l'établissement, en lien avec les entreprises concernées et en accompagnement de la maîtrise d'ouvrage.

3.2 Mission conception

Applicable à tous les marchés subséquents

En mission conception (à chaque phase de conception, y compris éventuelles réunions intermédiaires), le coordonnateur SPS :

- Élabore le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé ;
- S'assure que les sujétions déjà définies par le maître d'œuvre et afférentes à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives, des appareils de levage, des accès provisoires et des installations générales, respectent les contraintes de sécurité des travailleurs du chantier et du public ;
- Établit un rapport exprimant son avis sur l'ensemble des points précités :
 - un rapport par phase, dans un délai de 10 jours calendaires à compter de la réception par ses soins du dossier d'études de la phase en cours par le maître d'œuvre.
 - **et** un rapport par réunion de conception en dehors des réunions de validation (Exemple : réunion interne entre la maîtrise d'œuvre et le CSPS), dans un délai de 7 jours calendaires à compter de la date de la réunion.
- Veille à la préservation de la sécurité et de la santé du public (riverains, personnel, malades, visiteurs...), eu égard aux risques résultant de la présence du chantier ;
- Définit la matérialisation des zones qui peuvent présenter des dangers spécifiques pour le public, notamment en dehors des limites strictes du chantier ;
- Précise de même, en concertation avec le maître d'œuvre, les voies de circulation que pourront emprunter le personnel ainsi que les véhicules et engins de toute nature des entreprises concourant à la réalisation des travaux ;
- Définit les moyens à mettre en œuvre en matière d'installations sanitaires, vestiaires, restauration ;
- Définit les dispositions à mettre en œuvre pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier ;
- Prend en charge la problématique amiante et plomb, et accompagne le diagnostiqueur amiante sur site afin de cerner avec lui les éléments
- En phase PRO et DCE, établit en concertation avec le Maître d'Ouvrage, l'assistant à Maître d'Ouvrage, et le Maître d'œuvre un plan d'installation de chantier dont il devra assurer le respect strict en phase travaux. Ce document doit être établi par les soins du SPS pour la validation de la phase par le MOA.
- En phase DCE, établit la déclaration préalable (pré remplie et comportant l'ensemble des informations concernant les interlocuteurs de l'opération et le chantier à venir). Ce document sera transmis au Maître d'Ouvrage et comportera les noms et adresse des organismes auxquels ce document doit être envoyé (coordonnées complètes). Ce document doit être établi pour la validation de la phase par le MOA ;
- Etablit le PGC finalisé d'un délai de 10 jour calendaire à compter de la réception par ses soins du dossier d'études de projet transmis par le maître d'œuvre ;
- Etablit le projet de DIUO et le DIUO final

A chacune des phases d'études de maîtrise d'œuvre (APS, APD, PRO et DCE), le coordonnateur SPS établit la synthèse de ses remarques sous forme de rapports s'appuyant, dans la mesure du possible, sur des points réglementaires précis. Le rapport particulier concernant la phase d'études de projet, correspondant à la fin des études (soit DCE), doit comporter une synthèse de l'évolution des mesures de coordination en matière de sécurité et de santé depuis le début de la mission conception.

Par ailleurs, la notice d'organisation générale du chantier établie par le maître d'œuvre fait l'objet d'une analyse spécifique sanctionnée par un rapport du coordonnateur SPS.

Ainsi et afin de satisfaire aux différents points listés ci-avant, le coordonnateur SPS devra prévoir d'être présent :

- À chaque réunion de validation de phase conception
- À chaque réunion qui lui sera demandée par le maître d'ouvrage ou l'assistant maître d'ouvrage afin de travailler avec les différents acteurs de l'équipe de projet sur des sujets précis
- Lors des éventuelles opérations de repérage amiante complémentaire à réaliser par le diagnostiqueur AMIANTE (voir ci-dessous)

Applicable au marché subséquent n° 2

En phase concours, le coordonnateur SPS analyse les 3 esquisses du lauréat du concours d'architecture et produit un rapport, dans un délai de 15 jour calendaire à compter de la réception par ses soins des projets.

Ce rapport contiendra notamment sans pour autant être exhaustif l'analyse des points suivants :

- Analyse du plan d'installation de chantier
- Analyse de l'ouvrage sur la sécurité des flux patients et personnels
- Analyse de l'ouvrage sur la prise en compte des interventions ultérieures sur l'ouvrage.

3.3 Mission Préparatoire du chantier

Applicable à tous les marchés subséquents

3.3.1 Missions du coordonnateur SPS

Pendant la mission préparatoire du chantier, le coordonnateur SPS :

- Tient le registre-journal de la coordination ;
- Transmet le plan général de coordination (PGC) à tous les intervenants ;
- Adapte le PGC à l'installation de chantier proposée par chaque entreprise et acceptée par le maître d'œuvre, et au calendrier de travaux définitif notifié par ordre de service aux entreprises ;
- Harmonise le PGC en fonction des Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) ;
- Collecte les PPSPS de l'ensemble des entreprises présentes sur le site ; celles-ci devront obtenir l'aval du coordonnateur SPS qui vise le document accepté et formule ses remarques par écrit ;
- Diffuse les PPSPS des entreprises chargées des prestations principales (Gros Œuvre par exemple) aux autres entreprises appelées à intervenir sur le site ;
- Adapte le PGC aux conditions sanitaires en vigueur à ce stade de l'opération.

3.3.2 Inspection commune de chantier

Le coordonnateur SPS procède avec chaque entreprise (y compris toute entreprise sous-traitante), préalablement à l'intervention de celle-ci, à une inspection commune aux fins de préciser, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise doit réaliser, les consignes à observer ou à transmettre, et les observations particulières de sécurité et de santé prévues pour l'ensemble de l'opération.

Cette inspection commune a lieu avant la remise du PPSPS. Elle fait l'objet d'un procès-verbal écrit, signé par le coordonnateur SPS et le représentant de l'entreprise, et référencé au registre-journal.

Ce procès-verbal est adressé au maître de l'ouvrage, à l'assistant maîtrise d'ouvrage et au maître d'œuvre dans un délai de 7 jours calendaires.

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'œuvre et le maître de l'ouvrage des dates et heures de chaque inspection commune, afin de leur permettre d'y participer s'ils le jugent opportun.

Informations préalables

Au cours de l'inspection commune, il appartient à chaque entreprise de transmettre les informations préalables au coordonnateur SPS :

- Nom et adresse de l'entreprise ;
- Date approximative d'intervention sur le chantier ;
- Durée des travaux effectifs prévisible sur le chantier ;
- Nature des travaux sous-traités et identification des sous-traitants ;
- Consignes particulières de sécurité à observer par les autres intervenants.

3.4 Mission réalisation des travaux

Applicable à tous les marchés subséquents

3.4.1 Cadre général de la mission du coordonnateur SPS en mission réalisation

Le coordonnateur SPS veille à la mise en œuvre effective des principes généraux de prévention définis à l'article L. 4531-1 et 2 du Code du travail.

Le coordonnateur SPS tient à jour, adapte le plan général de coordination (PGC) et veille à son application. Le plan général de coordination doit être tenu sur le chantier et pouvoir être consulté par les représentants des salariés et les membres du Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT).

Le coordonnateur SPS veille à ce que les dispositions prévues au plan général de coordination soient bien appliquées, afin que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier.

Il adresse des mails nominatifs et des courriers RAR autant que nécessaires aux entreprises dès que la sécurité et l'hygiène ne sont pas respectées, et sur toute demande du Maître d'Ouvrage ou Assistant du Maître d'Ouvrage.

Collège interentreprises de sécurité de santé et des conditions de travail (CISSCT)

Dans le cadre d'opérations de 1ère catégorie, le coordonnateur SPS (de compétence de niveau 1) élabore le projet de règlement du Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT), conformément aux dispositions du décret 95-543 du 4 mai 1995 et tel que prévu à l'article L.4532-10 du Code du travail. Le coordonnateur SPS remet ce projet de règlement concomitamment avec le PGC, de façon à permettre son inclusion dans le dossier de consultation des entreprises. Le coordonnateur SPS propose au maître de l'ouvrage la constitution du CISSCT dans les neuf jours qui suivent le début de la période de préparation des travaux.

Le coordonnateur SPS transmet le règlement, dès son adoption, à l'inspection du travail, au comité régional de l'Organisme professionnel de la prévention et de protection du bâtiment et des travaux publics (OPPBTP) et à l'organisme d'assurance maladie compétent en matière de prévention des risques professionnels.

Le procès-verbal de la séance du collège au cours de laquelle a été adopté le règlement est joint à cette transmission. Ce procès-verbal mentionne les résultats de vote émis à l'occasion de cette adoption.

Le coordonnateur SPS assure l'envoi des procès-verbaux des réunions du collège dans un délai de 7 jours calendaires aux CHSCT ou, à défaut, aux délégués du personnel des entreprises et autres personnes morales intervenant sur le chantier.

Le coordonnateur SPS est tenu de répondre par écrit aux observations qui peuvent lui être formulées par les CHSCT ou les délégués du personnel, suivant les modalités définies par le règlement du collège.

Coordination des activités des entreprises en matière de sécurité

Le coordonnateur SPS organise, entre les différentes entreprises, présentes ou non ensemble sur le chantier (y compris les sous-traitants), la coordination de leurs activités simultanées ou successives, les modalités de leur utilisation en commun des installations, leurs informations mutuelles et l'échange entre elles des consignes en matière de sécurité.

La coordination ainsi préconisée par le coordonnateur SPS doit être définie en concertation avec le maître d'œuvre et l'OPC (ordonnancement-pilotage-coordination).

Dans ce cadre, le SPS tient à jour un tableau récapitulatif renseignant pour tous les intervenants la date de la visite inspection préalable, la date de fourniture du PPSPS et la date de validation de celui-ci. Ce tableau répertoriera les mandataires ainsi que tous les sous-traitants (1er et second rang). En relation avec le maître d'ouvrage et/ou l'Assistant Maître d'ouvrage, il adressera autant que nécessaire et que demandé par le maître d'ouvrage, des courriers recommandés de rappels aux entreprises défaillantes.

Sécurité du public

Le coordonnateur SPS veille à la sécurité permanente du public et des activités à proximité desquelles est implanté le chantier.

Pour les travaux portant sur des ouvrages en exploitation ou situés à proximité d'activités extérieures en exploitation, le maître de l'ouvrage et le coordonnateur SPS prennent les mesures édictées par **l'article R.4532-14** du Code du travail.

Le coordonnateur SPS propose, en tant que de besoin, les adaptations à apporter aux modalités d'exploitation de l'établissement ou de l'ouvrage.

Comme suite à l'inspection commune avec le ou les chefs d'entreprises concernés et après concertation avec eux, le coordonnateur SPS propose au maître de l'ouvrage les mesures à prendre pour tenir compte des activités d'exploitation du site. Après accord du maître d'ouvrage, le coordonnateur insère ces mesures dans le Plan Général de Coordination.

Maintien en bon état d'hygiène et de propreté sur le chantier

Le coordonnateur SPS est responsable du maintien en bonne hygiène et propreté du chantier, tant intérieur qu'extérieur. Il devra établir des rapports détaillés tout au long de la phase chantier tant que des infractions seront constatées (rapports comprenant des photos). Il identifiera les entreprises responsables dans les manquements aux règles d'hygiène ou de nettoyage, et définira au besoin, un protocole et une organisation interentreprise pour le nettoyage du chantier, en concertation avec la maîtrise d'œuvre et l'OPC. Il diffusera aux entreprises le protocole ainsi défini.

3.4.2 Adaptation du PGC

Le coordonnateur SPS complète et adapte le PGC en fonction de l'évolution du chantier, **des conditions sanitaires en vigueur et/ou de toute évolution réglementaire** et en fait mention au registre- journal de la coordination. Il communique au fur et à mesure ces modifications aux titulaires des marchés de travaux.

De même, le coordonnateur SPS harmonise et intègre dans le PGC, au fur et à mesure de leur élaboration, les PPSPS et en avise immédiatement le maître d'œuvre, le Maître d'Ouvrage et l'Assistant du Maître d'Ouvrage.

Ce PGC ainsi harmonisé est mis à jour au minimum 1 fois par mois, à chaque déclaration de sous-traitance et diffusé systématiquement avant chaque réunion des maîtrises au Maître d'ouvrage.

3.4.3 Gestion de la co-activité

Notion d'excès de co-activité

La co-activité est dite excessive lorsque l'intervention simultanée de plusieurs entrepreneurs en un même lieu, non imposée par des impératifs techniques, est susceptible de générer des risques pour la sécurité ou la santé des travailleurs concernés.

Prévention de l'excès de co-activité

Au vu du projet de calendrier détaillé d'exécution des travaux, des plans d'exécution éventuels, du plan d'installation de chantier, des Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS), le coordonnateur SPS identifie géographiquement (sur les plans) et temporellement (sur le calendrier d'exécution) les lieux d'intervention simultanée de plusieurs acteurs. Il établit en liaison avec les intervenants concernés, notamment les entrepreneurs, la synthèse des niveaux de co-activité propre à l'opération et identifie les phases critiques caractérisées par des regroupements de tâches susceptibles de conduire à un excès de co-activité.

Il notifie aux entrepreneurs, au maître d'œuvre et au coordonnateur OPC de chantier la nature et la localisation des phases critiques et les invite à rechercher des organisations différentes présentant un niveau de co-activité admissible.

Il note les dispositifs, consignes, moyens mis en commun, contraintes particulières qu'il a prises, préconisées ou notées.

3.4.4 Responsabilité du coordonnateur SPS

En cas d'excès de co-activité sur le chantier constaté par toute autorité compétente (inspection du travail, organisme d'assurance maladie, OPPBTP, maître d'œuvre), le coordonnateur SPS est tenu d'apporter la preuve qu'il a rempli entièrement ses obligations résultant du paragraphe précédent.

3.4.5 Résorption d'excès de co-activité

Si, à un moment quelconque des travaux, le coordonnateur SPS constate un excès de co-activité, il doit examiner avec les acteurs concernés (coordonnateur OPC, maître d'œuvre, entrepreneurs) toutes mesures de réorganisation de l'ordonnancement des travaux permettant de conduire à un niveau de co-activité admissible.

3.4.6 Inspection du chantier

Le coordonnateur SPS procède à des inspections de chantier pour veiller :

- À l'application, par chaque entreprise, des dispositions prévues dans son marché et dans son Plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS),
- Au respect des règles de sécurité définies par la réglementation en la matière ou dans le Plan général de coordination ;
- À la mise en œuvre des dispositions retenues par le CISSCT.

Chacune de ces inspections fait l'objet d'une inscription au registre-journal et d'un mail **au plus tard 48 heures** suite à son passage, au Maître d'Ouvrage, Assistant du Maître d'Ouvrage et Maître d'œuvre (et entreprises concernées en cas de sujets).

3.4.7 Avis sur les dossiers d'exécution

S'il l'estime nécessaire pour mener à bien sa mission, ou s'il est sollicité sur l'examen d'un document par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage, le coordonnateur SPS formule des observations écrites au maître d'ouvrage par l'intermédiaire de l'assistant maîtrise d'ouvrage, au maître d'œuvre sur tout ou partie des documents d'exécution.

Cet avis sera transmis au plus tard 48 heures avant la tenue de la réunion de validation.

3.4.8 Autres prestations du coordonnateur SPS

En complément des prestations définies ci-avant, le coordonnateur SPS doit, pendant la mission réalisation, les prestations suivantes :

- Tenue du registre-journal de la coordination et diffusion de ces RJ d'inspections ou de visites inopinées 48h maximum après visite (photos de situations de défaillances impérativement jointes)
- Établissement des statistiques d'accidents de travail ;
- Analyse des rapports d'accidents établis par les entreprises pour proposer toute mesure utile à leur non-renouvellement ;
- Examen des mesures envisagées pour satisfaire aux demandes des organismes officiels, préparation de courrier de réponse aux organismes officiels en cas de réception de remarque de leurs part suite à une visite inopinée ;
- Assistance au maître de l'ouvrage dans les réunions éventuellement organisées sur ce thème avec les partenaires publics (mairie, police nationale, pompiers, inspection du travail ...) ;
- Apport de compléments au Dossier d'Intervention Ulérieure sur Ouvrage (DIUO) au fur et à mesure de l'avancement du chantier.
- Adresser aux entreprises des courriers RAR de rappel et/ou relance autant que nécessaire et dès demande du Maître d'Ouvrage, du Maître d'œuvre.
- Produira autant de fois que demandé par le Maître d'Ouvrage, un état des inspections communes réalisées, PPSPS reçus, visés et acceptés (mandataire et sous-traitant)
- Adressera systématiquement et automatiquement, 48 heures minimum avant la réunion des maîtrises : un état des inspections communes et PPSPS au Maître d'Ouvrage mais également un point de situation complet sur la mission CSPS

3.5 Mission Réception des travaux

Applicable à tous les marchés subséquents

Au plus tard un mois après la date retenue pour l'achèvement des travaux, le coordonnateur SPS remet au maître d'ouvrage, en trois exemplaires, le Dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) provisoire.

Le Dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) comporte notamment :

- Tous les documents tels que les plans et notes techniques de nature à faciliter l'intervention ultérieure sur l'ouvrage ; le SPS relancera les entreprises pour obtenir les documents techniques complémentaires dont il aurait besoin ;
- Le dossier de maintenance des éléments de sécurité mis en place pour l'intervention ultérieure sur l'ouvrage (localisation, durabilité et caractéristiques précises des éléments de sécurité mis en place pour la maintenance) ainsi que le dossier de maintenance des lieux de travail tel que défini à l'article R. 4211 du Code du travail ;

3.6 Mission Garantie de parfait achèvement

Applicable à tous les marchés subséquents

Au plus tard un mois avant la fin de la garantie de parfait achèvement (GPA), le coordonnateur SPS remet au maître d'ouvrage, en trois exemplaires et un exemplaire numérique sur support USB le Dossier d'Intervention Ulérieure sur Ouvrage (DIUO) définitif.

Article 4 *Moyen mis à la disposition du coordonnateur SPS*

4.1 Moyens matériels

Outre la rémunération prévue à l'acte d'engagement, réputée permettre au coordonnateur SPS d'assurer complètement sa mission dans de bonnes conditions, le maître d'ouvrage met à sa disposition :

- Une salle de réunion de chantier qu'il partage avec le maître d'œuvre, sur le site du chantier, depuis la fin de la période de préparation du chantier jusqu'à la réception des travaux ;
- Un exemplaire du programme d'architecture et d'ingénierie de l'opération ;
- À chaque phase d'avant-projet ou de projet du maître d'œuvre, avant approbation, un exemplaire des documents d'études ;
- Un exemplaire complet de l'ensemble des marchés de travaux passés avec les entreprises (format PDF) ;
- Un exemplaire du Dossier des ouvrages exécutés (DOE) dès que celui-ci est établi ;
- Un exemplaire de tous les comptes rendus des réunions de chantier qui lui sont adressés dans le cadre de la diffusion générale.

4.2 Moyens administratifs

Le coordonnateur SPS dispose du pouvoir d'intervenir directement auprès d'un autre intervenant (entreprise, maître d'œuvre, OPC, BET, bureau de contrôle, etc.) à la seule condition que le maître d'ouvrage et l'assistant maîtrise d'ouvrage soient informés de la teneur et de la date de cette intervention.

L'assistant maîtrise d'ouvrage doit, de plus, recevoir copie des courriers ou des documents échangés.

En cas d'incident ou de manquement aux règles de sécurité ou de santé présentant une extrême gravité, le maître de l'ouvrage en est informé sur-le-champ.

Dans l'accomplissement de sa mission, le coordonnateur SPS doit, sauf cas d'urgence, respecter une gradation de moyens conformément à l'esprit des principes ci-après.

4.2.1 Phase 1 – Procédure amiable

La mission première du coordonnateur SPS est d'établir un climat propice à la compréhension et à la prise en compte des problèmes touchant à la sécurité et la santé de l'ensemble des participants de l'opération.

Le coordonnateur SPS doit informer, sensibiliser, expliquer sa mission, son rôle et les obligations de chacun, notamment auprès des entreprises et de l'ensemble des acteurs du chantier (ouvriers ou personnel intervenant sur le chantier, mais aussi cadres dirigeants).

Le coordonnateur SPS doit donc, avant toute action coercitive, informer les entreprises sur leurs erreurs en matière de sécurité :

- Sur site (au chef de chantier ou à la personne concernée) ;
- À l'occasion des réunions ordinaires (réunion de chantier ou de collège) ;
- À l'occasion d'une réunion extraordinaire déclenchée à cet effet ;
- Par courrier simple ou recommandé à l'entreprise défaillante (avec mention sur le registre-journal et copie à l'assistant maîtrise d'ouvrage et au maître d'œuvre).

4.2.2 Phase 2 – Mesures coercitives

Si les remarques formulées par le coordonnateur SPS ou les dispositions qu'il a préconisées ne sont pas suivies d'effet, le coordonnateur SPS demande au maître d'œuvre l'application de la procédure de l'article 31.4 du CCAG (marchés publics de travaux) relative à la sécurité et l'hygiène des chantiers.

4.2.3 Phase 3 – Cas de danger grave et imminent (mesures d'extrême urgence)

La notion juridique de « danger grave et imminent », telle qu'elle ressort des dispositions des articles R. 4731 et suivants du Code du travail, est laissée à l'entière appréciation du coordonnateur SPS.

En cas de danger grave et imminent, le coordonnateur SPS a autorité pour faire arrêter sur-le-champ les travaux de la ou des entreprises concernées dans la ou les zones jugées dangereuses, ou de simplement faire arrêter la tâche dangereuse, ou enfin de faire délimiter ou condamner une zone jugée dangereuse pour tous.

Le coordonnateur SPS prévient immédiatement le maître d'œuvre et l'assistant maîtrise d'ouvrage de manière à faire appliquer le plus rapidement possible l'ensemble des procédures administratives et réglementaires, et à convoquer dans les vingt-quatre heures, sur place, les intervenants concernés, qui sont prévenus immédiatement des mesures prises en extrême urgence par le coordonnateur SPS. La notification de cet arrêt est consignée au registre-journal. Le registre-journal doit alors être signé par le représentant de l'entreprise le plus élevé dans l'ordre hiérarchique, présent sur le chantier.

La reprise du travail des postes concernés ne peut avoir lieu qu'après mise en place des mesures de sécurité indispensables. La notification de reprise, qui incombe au coordonnateur SPS, est également inscrite au registre-journal.

Enfin, et en cas de refus d'obtempérer à la notification d'arrêt des postes de travail concernés, le coordonnateur SPS en réfère au maître d'ouvrage immédiatement afin que celui-ci prenne toutes les mesures appropriées.

4.3 Modalités minimales contractuelles de présence imposées au coordonnateur SPS

4.3.1 Présence minimale imposée au titre du présent marché

Mission conception

Le coordonnateur SPS doit pendant toute la durée de la mission conception de l'opération :

- Assister aux réunions pour lesquelles il est explicitement convoqué en présence des divers acteurs du projet (Maîtrise d'Ouvrage, Maître d'œuvre, Contrôleur Technique, ...) lorsque les aspects de sécurité et de protection de la santé sont abordés (chantier et utilisation ultérieure) : **1 réunion de validation de dossier à chaque phase de conception (APS, APD, PRO et DCE)**
- Assister aux réunions ponctuelles organisée, demandées par le maître d'ouvrage, dans le cadre desquelles un point rapide mais précis est fait des questions relatives à la sécurité et à la protection de la santé pour la future phase de chantier ou pour aborder les problématiques AMIANTE liés aux diagnostics réalisés (**2 réunions au minimum, selon les cas**)
- Rester en liaison avec les représentants permanents de l'équipe de projet.

Mission travaux

Le coordonnateur SPS doit pendant toute la durée des travaux préparation + exécution) de l'opération :

- Assister aux réunions hebdomadaires de chantier dans le cadre desquelles un point rapide mais précis est fait des questions relatives à la sécurité et à la protection de la santé (fréquence laissée à la libre appréciation du coordonnateur SPS) **(1 réunion toutes les 2 semaines)**.
- Assister à chaque réunion mensuelle **(1 réunion par mois)**
- Effectuer des visites et contrôles inopinés sur le chantier afin de veiller au respect des règles et de détecter d'éventuelles situations dangereuses du point de vue de la sécurité et de la protection de la santé, ces visites et contrôles étant consignés dans le registre-journal **(1 visite minimum imposée toutes les 2 semaines en plus de la réunion de chantier)**
- Assister aux réunions pour lesquelles il est explicitement convoqué en présence des divers acteurs du projet (maîtrise d'ouvrage, titulaire du marché global de conception-construction, etc.) lorsque les aspects de sécurité et de protection de la santé sont abordés (chantier et utilisation ultérieure)
- Rester en liaison avec les représentants permanents sur le chantier des cotraitants et sous-traitants du titulaire du marché.

Article 5 Coordination marchés subséquents 1 et 2

5.1 Disposition générale

Le titulaire du marché aura la supervision des 2 opérations. Ces 2 opérations étant réalisées sur un site en activité, la coordination sera primordiale pour assurer la sécurité des patients, du personnel et des entreprises.

Pour cela le CSPS veillera notamment lors des analyses des PIC et NOC des 2 chantiers qu'ils soient compatible. Il intégrera les remarques dans les rapports tel que prévu dans l'**ARTICLE.3** du présent CCTP.

Il réalisera si nécessaires une réunion avec les 2 collègues interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail pour améliorer la sécurité des 2 chantiers et diminuer leurs interférences.

5.2 Mise à jour documents

Les 2 chantiers étant eux-mêmes divisés en plusieurs phase, le CSPS assurera la mise à jour des documents pour prendre en compte autant que de besoins les évolutions des chantiers.

Le CSPS veillera notamment à vérifier la cohérence du DHOL et des accès aux chantiers.

5.3 Gestion des grues

Les chantiers étant indépendants, une grue sera positionnée sur chaque chantiers.

Le CSPS veillera en plus des règles de sécurité applicable à chaque chantier par la présence d'un équipement de manutention, à contrôler la présence de zone d'interférences entre les moyens de levage.

Dans le cas de présence d'une zone d'interférence le CSPS rédigera une convention en collaboration avec les 2 maîtrises d'œuvres et les titulaires du marché de travaux. Cette convention établira les mesures à prendre pour éviter les collisions entre les charges ou avec des éléments des équipements de travail eux-mêmes comme le prévoit l'**Article-R4323-38** du Code du Travail.

Dans le cas où l'accord n'aboutirai pas entre les différentes parties ; la Maîtrise d'Ouvrage se réserve le droit d'imposer les moyens nécessaires pour être en conformité avec l'**Article-R4323-38** du Code du Travail.

Cette convention sera mise à jour autant que de besoin comme le prévoit l'**article 5.2** du présent CCTP.